

Annulation de la visite de Jean-Paul Delevoye à Lille

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Communication P](#), [Diocèses](#), [Eglise en France](#), [En Une](#), [Perepiscopus](#)

Date : 3 mai 2013



La venue de **Jean-Paul Delevoye** ayant créé une polémique (Jean-Paul Delevoye est le président du CESE, qui a refusé les 700 000 pétitions contre la loi Taubira), Mgr **Laurent Ulrich**, Archevêque de Lille, écrit :

"A l'occasion du Centenaire du Diocèse, la cathédrale accueille chaque dimanche un témoin, depuis février dernier et jusque Pentecôte, soit une vingtaine en tout, invités à dialoguer avec les chrétiens.

Parmi ces témoins, Monsieur Jean-Paul Delevoye, président du Conseil économique, social et environnemental, est annoncé le 19 mai, sur le thème du défi de servir le vivre-ensemble dans la cité. Plusieurs réactions mobilisent mon attention sur une question : comme Président de ce conseil, Jean-Paul Delevoye a jugé irrecevable sur le fond la pétition de 700 000 signatures qui demandait une discussion, dans le Conseil qu'il préside, au sujet de la proposition de loi concernant le mariage pour les personnes de même sexe. Je comprends que l'on puisse s'en étonner.

En premier lieu, je tiens pour juste l'attitude de l'Eglise en France qui, obstinément, cherche les occasions de dialogues dans une société sécularisée, et refuse que les convictions philosophiques et religieuses soient reléguées dans la sphère privée. Dès lors, fuir ce dialogue, c'est contribuer à ce rejet.

Certes cette décision du président du CESE n'est pas bien comprise, et je voudrais pouvoir favoriser un dialogue avec lui comme avec d'autres : il aurait été plus sage que la République entende les opposants à ce projet, plutôt que de laisser monter la tension.

Aujourd'hui, chacun peut constater que la situation de ces dernières semaines s'est tendue à l'extrême ; elle ne me paraît pas favorable à un échange serein.

Aussi, à regret, et, dans un souci d'apaisement que Monsieur Delevoye partage, je renonce à l'invitation qui lui avait été adressée."

Cet argument du dialogue me fait toujours sourire. Au hasard, quand il s'agit de discuter avec des membres de partis politiques jugés politiquement incorrects, il y a beaucoup moins de dialogue qui tienne... Cela étant, je crois

que nous pouvons nous réjouir de cette annulation. Elle était vue comme une gifle à la face des chrétiens qui se mobilisent depuis des mois, et elle aurait ajouté au mépris ambiant.